

## Un goût de néant : de Gaulle parle à Malraux

« Les chênes qu'on abat... », par André Malraux, Gallimard.

« S'il ne s'agissait que de liquider, quel besoin avait-on de moi ? » Aujourd'hui, personne « ne s'aperçoit plus de rien... » A travers ces formules et ces thèmes, il émane de l'ultime entretien entre le général de Gaulle et André Malraux un fort goût de néant. Moins d'un an avant sa mort, par une neigeuse journée d'hiver, au milieu des forêts mérovingiennes de l'Austrasie, entre les ombres maintes fois évoquées de Vercingétorix et de saint Bernard, de Gaulle ramasse à grands traits sa conception de la vie, sa vision de l'Histoire, sa théorie de la politique. Lui qui n'a pas eu le temps d'écrire le chapitre « philosophique » par lequel il comptait achever les « Mémoires d'espoir », nous laisse en quelque sorte ici, à travers le témoignage d'André Malraux, son testament spirituel. Pourtant, il ne s'agit pas réellement d'un testament, d'un ensemble de règles à suivre, puisque personne, estime-t-il, ne saurait succéder à de Gaulle pour assurer la grandeur de la France. Sa politique n'a pas de continuateurs, sa pensée ne peut avoir d'héritiers. A six reprises au cours de cette journée, de Gaulle répète avec force à Malraux qu'il est « étranger à ce qui se passe » depuis sa démission, qu'il n'a « rien à voir » avec ce qu'« ils » font. C'est le seul propos dont il demande à son interlocuteur de se faire l'écho à l'extérieur, dont il tient à ce que « cela se sache » ; et, au moment de l'adieu, il revient à la charge : « Souvenez-vous de ce que je vous ai dit : j'entends qu'il n'y ait rien de commun entre moi et ce qui se passe. » Surprenant nihilisme. Car, en somme, avoir gouverné un pays pendant onze ans, le voir dirigé maintenant par des hommes que l'on a entièrement façonnés soi-même, y avoir implanté de nouvelles institutions conformes à la pensée profonde que l'on avait, et déclarer que tout est balayé par le départ personnel du réformateur, n'est-ce pas condamner ce dernier ? Toute grande action politique ne se définit-elle pas, au contraire, par l'indélébilité des traces qu'elle laisse ? Si, dès le départ de l'auteur, elles s'effacent, n'est-ce point l'indice d'un échec ? Et parfois, en effet, de Gaulle semble bien considérer qu'il a échoué. Plus exactement, il semble tantôt surestimer, tantôt sous-estimer, son rôle. Il le surestime lorsqu'il occulte complètement les Américains, les Anglais et les Russes pendant la Seconde Guerre mondiale, et parle comme s'il était venu à bout tout seul des armées du Reich. Il le sous-estime lorsqu'il insinue qu'il n'a pas réussi à imprimer sa marque à son pays. A Malraux citant l'adresse de Napoléon à ses soldats après Waterloo : « Je vais maintenant raconter les grandes choses que nous avons faites ensemble », de Gaulle réplique amèrement : « Il avait bien de la chance ! » Ce qui, en clair, signifie : je n'ai pas réussi, moi, à faire de ces grandes choses. Alors de Gaulle en vient à des affirmations déroutantes, presque délirantes, selon lesquelles il aurait « toujours été minoritaire », aurait « toujours eu tout le monde contre (lui) ». Tout le monde contre lui au référendum du 28 septembre 1958 avec 79,2% de « oui » ? A celui du 8 janvier 1961, avec 75,2% ? A celui du 8 avril 1962, avec 90,6% ? C'est incompréhensible. Il avait « un contrat avec la France », explique-t-il à Malraux, et ce contrat a été rompu. Quand ? s'enquiert son interlocuteur. En avril 1969 ? Non ; plus tôt. En mai 1968 ? Encore plus tôt. Lors du ballottage de décembre 1965 ? Plus tôt, beaucoup plus tôt. A quelle date au juste ? Mystère. En fait, la solution de toutes ces contradictions pourrait peut-être se formuler dans les termes suivants : d'une part, en raison de la veulerie des Français et de ses nombreux ennemis, de Gaulle n'a pas pu remplir sa mission, qui était de restaurer la grandeur de la France ; d'autre part, sa présence au pouvoir était néanmoins la garantie que toute possibilité de grandeur susceptible, en cas de « sursaut », de se présenter un jour, serait saisie. Lui absent, il devient exclu qu'elle le soit. Somme toute, de Gaulle ne juge pas avoir rétabli la grandeur de la France, mais un « espoir » de grandeur. D'où le titre de ses derniers « Mémoires ». Lui disparu, cet espoir disparaît, l'Histoire s'achève. Ce qui éclaire cette phrase en elle-même assez obscure : « Quand je serai mort, cet espoir ne signifiera plus rien, puisque sa force tenait à notre avenir, qui évidemment ne sera plus un avenir. » Mais quelle image de cette grandeur impossible portait en lui le Général, de quel modèle eût-il aimé pouvoir se rapprocher entre 1958 et 1969 ? D'abord, de sa propre image épique en tant que chef de la France libre. Ensuite, plus largement, d'une conception traditionnelle et, disons, militaire ou martiale, de la grandeur. Finalement, Napoléon a laissé la France saignée, ruinée, envahie et mutilée, mais cela n'a pas d'importance, car « l'Empereur avait crié aux Français que la France existait », écrit Malraux, commentant le Général. Les mérites de la Révolution française ? « Elle a, déclare de Gaulle, remis la France au combat. » Et il ajoute ceci, qui, accessoirement, n'est pas très gentil pour les révolutionnaires : « Les armes ont d'ailleurs cette vertu d'ennoblir jusqu'aux moins purs. » Ainsi, pour de Gaulle, le fait fondamental reste le fait national corroboré par l'acte militaire, ou son substitut, une politique étrangère agressive. A Malraux rappelant que, pour beaucoup, le sens principal de la guerre de 1939-1945 avait été la lutte antifasciste, il répond vivement que cette lutte n'avait de vrai sens, à son tour, que subordonnée au fait national. Mais Hitler aussi luttait pour son « fait national » ! Sans doute la sourde conscience que ce point de vue exclusivement national ne pouvait plus être la seule clef de la grandeur dans le monde moderne, jointe à l'incapacité de s'en défaire et de le dépasser, est-elle l'origine de l'amertume et des perplexités qui alourdissent et attristent de Gaulle, au fil de cette pessimiste méditation du 11 décembre 1969.

29 mars 1971

Jean-François Revel, *Les idées de notre temps*, Robert Laffont, 1972, pp. 285-287